

### FRANCE

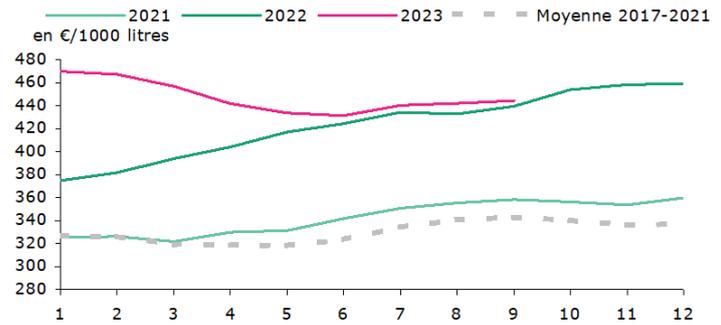
#### Prix : vers un engourdissement ?

Le prix standard payé au producteur en France se stabilise depuis l'été, s'établissant sur un plateau autour de 440 € les 1000 litres. Il pourrait repasser sous les niveaux de 2022 au cours des prochains mois.

C'est la conséquence d'un manque de dynamisme de la demande à l'export au cours de la campagne (recul des importations chinoises notamment) alors que la collecte européenne est restée globalement stable.

Marine RAFFRAY (CDA France)

Prix du lait conventionnel payé au producteur en France (prix standard\*)

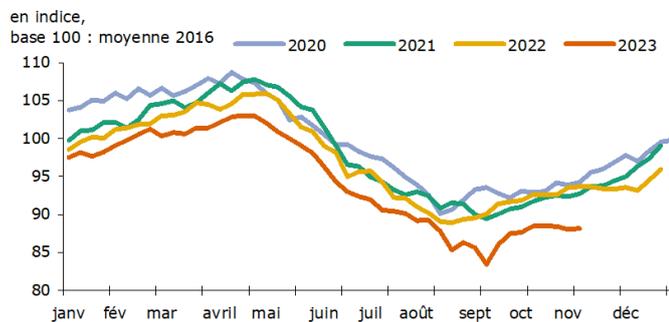


(\* ) Prix conventionnel, toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)

2376 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques Source : FranceAgriMer

#### Collecte : le recul se confirme et s'accroît

Collecte hebdomadaire de lait de vache



2375 - Chambres d'Agriculture France - Études

source : FranceAgriMer

La dynamique de la collecte laitière ne s'est pas inversée au cours de l'année 2023, bien au contraire : le rythme de la baisse s'est accéléré par rapport à l'an dernier.

Sur les 10 premiers mois de 2023, le décrochage de la collecte s'établit en moyenne à -4,8 % de la moyenne 2017-2021, alors qu'en 2022 la baisse n'était encore que de -2 %.

En cause, la poursuite de la baisse du cheptel. Entre 2022 et 2023 (sur dix mois), la France a vu le nombre de vaches laitières diminuer de -2 %.

**En bio**, la collecte marque également le pas ces derniers mois, en baisse de -3 % sur neuf mois par rapport à 2022, une première. Selon le CNIEL, cette diminution est le résultat des cessations d'activité, de la baisse des conversions, et du repli de la productivité par vache face à la hausse des prix des fourrages en bio.

Marine RAFFRAY (CDA France)

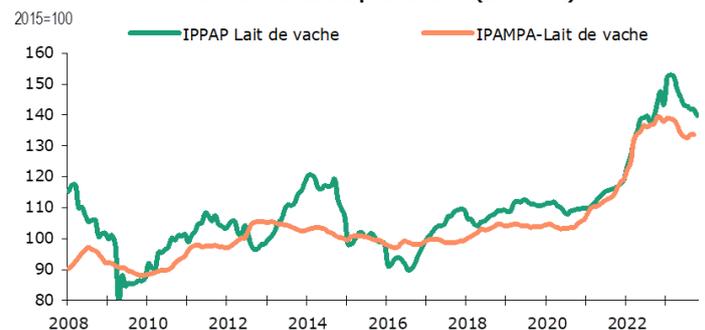
#### Marge : atterrissage sur un plateau haut

La marge des éleveurs voit sa progression freinée par le ralentissement de la hausse des prix du lait approchée par l'IPPAP.

Dans le même temps, l'IPAMPA se stabilise, principalement grâce au repli sur le poste alimentation du bétail et renoue avec les niveaux de début 2022 (à 136 points en octobre 2023).

Marine RAFFRAY (CDA France)

Evolution comparée des indices de prix du lait (IPPAP) et des coûts de production (IPAMPA)



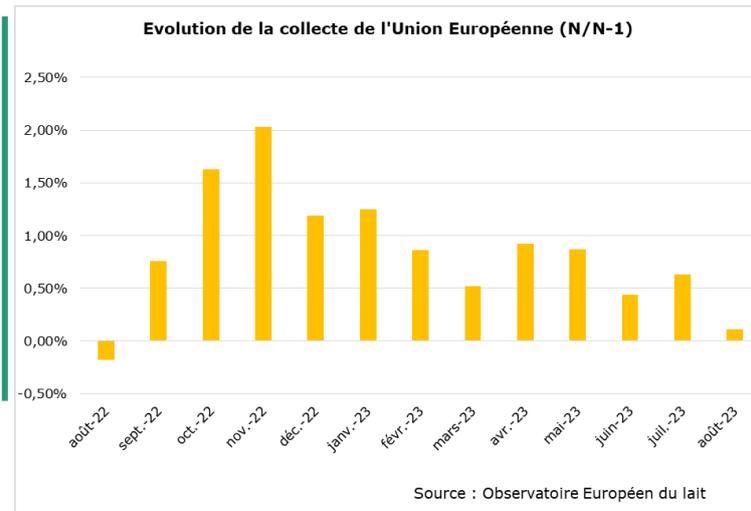
2377 - Chambres d'Agriculture

Sources : Institut de l'élevage - INSEE

## Collecte : légère croissance en 2023

La collecte européenne connaît une croissance annuelle depuis septembre 2022, soit 12 mois consécutifs. En cumul depuis le début de l'année, la collecte est en croissance de 0,7 % par rapport au cumul janvier-août 2022. Cependant, la Commission Européenne prévoit une hausse de seulement 0,3 % sur l'ensemble de l'année, et la collecte devrait être stable en 2024. Malgré des marchés désormais moins porteurs, la croissance européenne est toujours tirée par des pays dont la production est orientée vers l'export, tels que les Pays-Bas (+2,6 %), l'Allemagne (+2,4 %) et la Pologne (+2,0 %). Seule l'Irlande voit sa collecte reculer (-0,9 %). Si la tendance se poursuit jusqu'à la fin de l'année, la collecte irlandaise serait donc en recul, pour la première fois depuis plus de 10 ans. Dans les pays du sud de l'Europe, malgré des prix désormais plus encourageants comparés aux pays du nord, le repli de la collecte se poursuit : -2,3 % en France et -1,3 % en Italie.

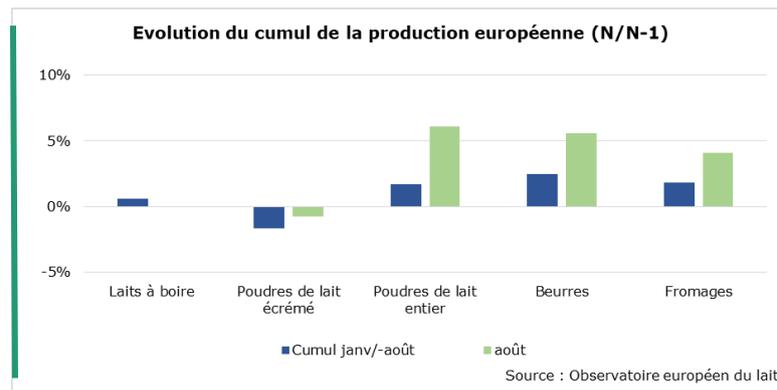
Olivier CARVIN (CA Bretagne)



## Relance des fabrications laitières

Les fabrications des produits laitiers sont tirées à la hausse par les exportations. Celles-ci, en cumul de janvier à août par rapport à 2022, augmentent de 21 % pour les poudres de lait écrémé, de 14 % pour les poudres de lait entier, et de 9 % pour les beurres. Cela se traduit donc par une croissance de la production, en particulier sur le 3ème trimestre.

En cumul sur les huit premiers mois de l'année, la production augmente donc de 2,4 % sur les beurres, de 1,7 % sur les poudres grasses et de 1,8 % sur les fromages. La production de beurre est particulièrement dynamique en Irlande (+5,5 %) et en Allemagne (+5 %), tandis que la production fromagère est tirée par la Pologne (+5,1 %). En revanche, la production de poudres de lait écrémé diminue. La France, principal producteur du continent (plus d'un quart de la production européenne) a fortement réduit sa production cette année (-5,4 %/ 2022), conséquence, entre autres, d'un repli important de la collecte nationale (-2,3 %/2022). France exclue, la production européenne est stable (-0,2 %).

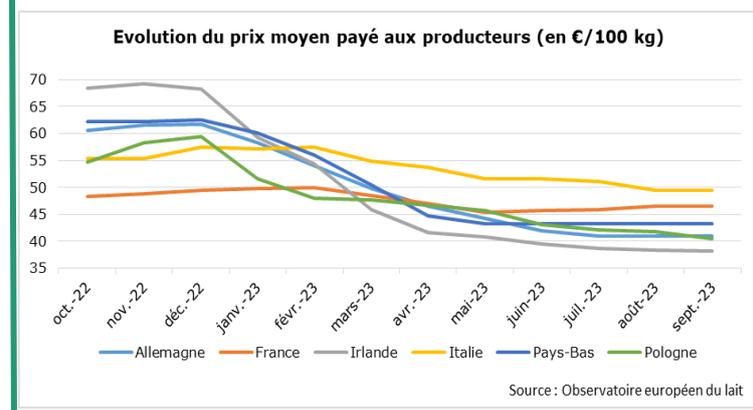


Olivier CARVIN (CA Bretagne)

## Stabilisation des prix depuis l'été

Après une chute des prix tout au long du 1er semestre, particulièrement importante dans les pays du nord de l'Europe, la situation s'est quasiment stabilisée lors du 3ème trimestre, la moyenne européenne passant de 44,3 €/100 kg en juin, à 43,54 €/100 kg en septembre (soit -1,7 %). Les cours européens du beurre et des poudres de lait se sont aussi stabilisés sur ce trimestre, et repartent à la hausse depuis septembre, conséquence notamment d'une reprise des importations chinoises. Sur ce seul mois, les cours ont augmenté de 3,2 % pour la poudre de lait entier, de 4,4 % pour la poudre de lait écrémé et de 7 % pour le beurre. Cela devrait se traduire par une hausse sur le prix payé aux producteurs des pays de l'Europe du nord. Hausse qui serait cependant très faible en Irlande, selon le président d'une association de producteurs irlandais. C'est dans ce pays que la chute du prix a été la plus brutale : -44 % en un an.

Olivier CARVIN (CA Bretagne)



## Collecte mondiale : décapitalisation et aléas climatiques

A l'exception des Etats-Unis, les principaux exportateurs sont tous touchés par la baisse du cheptel de vaches laitières : -1,5 % en Nouvelle-Zélande sur un an, -1 % en Argentine, -0,7 % en Australie.

Ce n'est plus dans ses pays que se joue principalement la hausse de la collecte mondiale en 2023 (+0,8%), mais aux Etats-Unis (+1 %), en Inde (+2,6 % - qui pourrait dépasser d'ici deux ans les Etats-Unis au rang de second producteur mondial), et en Chine (+4,3 %).

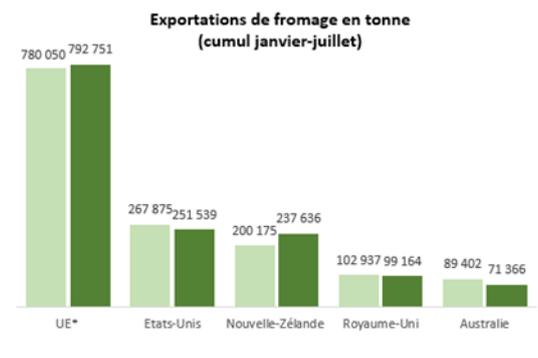
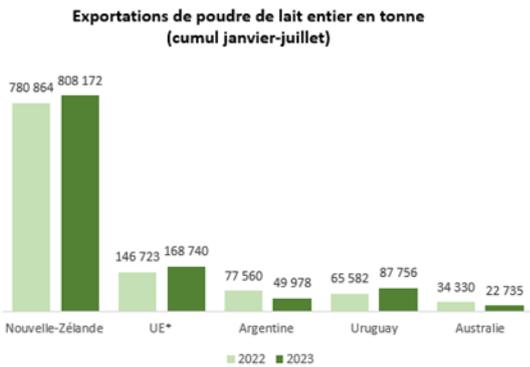
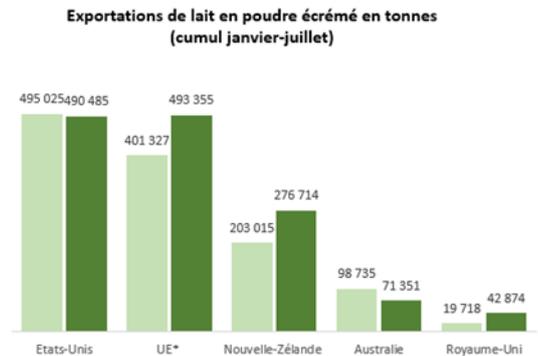
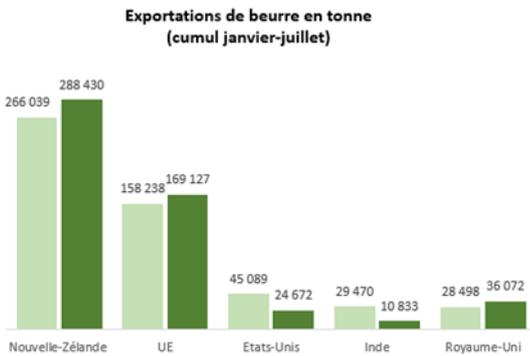
Par ailleurs, l'Argentine a également subi une sécheresse et traverse une crise économique et monétaire qui nuit au pouvoir d'achat des producteurs pour l'acquisition d'aliments libellés en dollars (source USDA).

En Nouvelle-Zélande, de bonnes conditions climatiques devraient compenser le recul du cheptel.

Collecte en millions de tonne (source USDA)	2021	2022	2023 (prév.)	Evolution 2022/2023
<b>UE-27</b>	144,8	144,4	144,0	-0%
<b>Etats-Unis</b>	102,6	102,8	103,6	+1%
<b>Nouvelle-Zélande</b>	22,0	21,1	21,5	+2%
<b>Argentine</b>	11,9	11,9	11,6	-3%
<b>Australie</b>	9,1	8,5	8,2	-3%

Marine RAFFRAY (CDA France)

## Echanges mondiaux : des envois dynamiques pour la Nouvelle-Zélande



\* Union Européenne (sans le Royaume-Uni)  
Source : Commission Européenne

Sur les 7 premiers mois de l'année 2023, les exportations de produits laitiers européens sont tirées par le lait en poudre écrémé (+ 23 %) avec des envois qui doublent vers l'Algérie et qui augmentent de 70 % vers l'Arabie saoudite.

Les exportations néo-zélandaises sont les plus dynamiques et sont en hausse pour la plupart des segments de marché. L'accroissement des envois pour les poudres de lait entier, dont la Nouvelle-Zélande est de loin le premier fournisseur mondial, est cependant limité par la baisse de la demande chinoise. Face à cette baisse, la Nouvelle-Zélande renforce ses envois vers ses clients secondaires dont l'Algérie.

Les exportations australiennes sont en net recul par rapport à l'année dernière en raison d'une baisse de la collecte laitière impactée par des conditions climatiques défavorables. Pour le

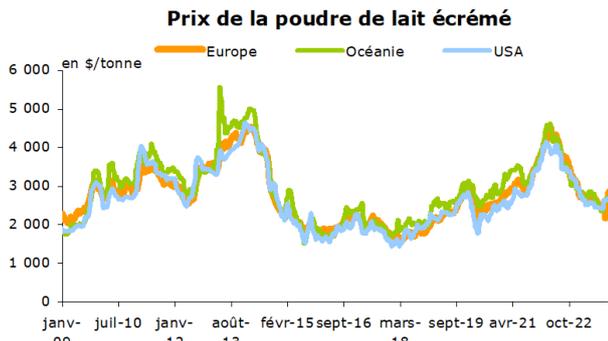
beurre, on peut noter une réduction de 56 % des exportations alors que les importations augmentent de 63 %.

Les envois américains sont aussi en retrait par rapport à l'année précédente en particulier pour le beurre et les poudres de lait entier. Du côté des importateurs, la demande chinoise baisse de 40 % pour la poudre de lait entier en lien avec un rebond de la production domestique. Les importations de beurre de la Chine reculent de 14 % du fait d'une moindre demande des opérateurs face à la hausse des coûts des produits importés. La demande reste cependant bien orientée pour le lait en poudre écrémé et les fromages.

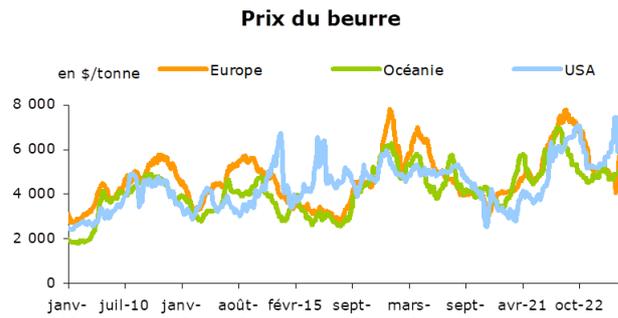
Les importations des pays d'Asie du Sud-Est diminuent aussi, notamment pour les Philippines et la Malaisie.

Yolène LAVALADE (CA Nord Pas de Calais)

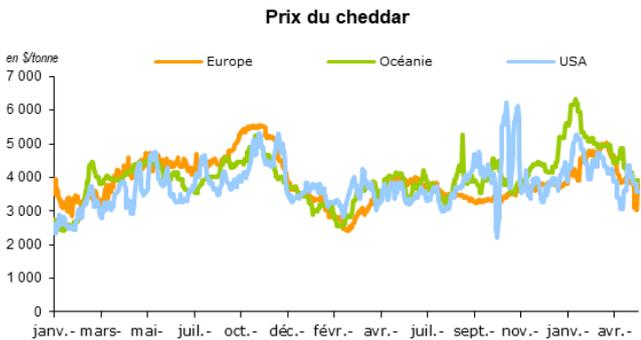
## Prix des produits laitiers



2384 - Chambres d'agriculture - Etudes économiques sources : Commission européenne et USDA (Market news)



2383 - Chambres d'agriculture sources : Commission européenne - USDA (Market news), CLAL



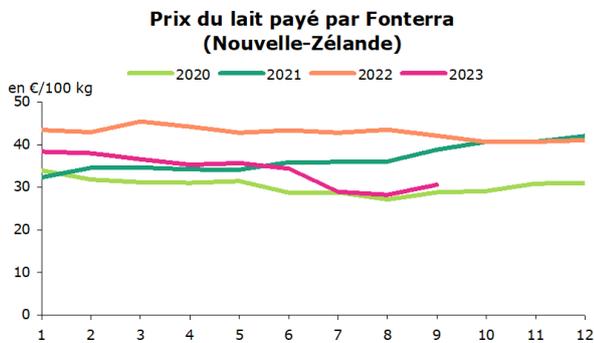
2385 - Chambres d'agriculture - Etudes économiques sources : Commission européenne, USDA (Market news), CLAL

La baisse des prix des commodities laitières se poursuit en moyenne sur les dix premiers mois de 2023, face au haut niveau d'incertitude sur la dynamique de la demande mondiale et tout particulièrement du côté de la Chine, dont la FAO estime que le secteur de la restauration hors foyer n'a toujours pas retrouvé les niveaux d'activité pré-pandémie

Courant novembre, néanmoins, les marchés ont repris de l'assurance avec le retour aux achats des importateurs d'Asie du Sud-Est.

**Marine RAFFRAY (CDA France)**

## Prix du lait dans le monde



2381 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques Source : DairyCo, LTO, CLAL

La coopérative néo-zélandaise Fonterra a revu à la hausse ses prévisions de prix pour la campagne 2023-2024, en réaction à la récente reprise de la demande sur les marchés mondiaux et notamment aux achats chinois.

L'indice de prix sur la plateforme d'enchères Global Dairy Trade reflète également la reprise des échanges courant novembre, remontant au-dessus de 1000 points, après s'être situé sous 850 points en août, un point bas qu'il n'avait pas atteint depuis fin 2018.

**Marine RAFFRAY (CDA France)**

## FRANCE—PRODUITS LAITIERS

L'évolution de la collecte laitière conduit l'observateur à s'interroger sur les volumes disponibles pour l'industrie. Questionnement d'autant plus essentiel qu'il s'agit de répondre à la demande domestique et de préserver un solde commercial excédentaire, le troisième de la balance agroalimentaire après la viticulture et les céréales. En concordance avec la collecte, les fabrications françaises de produits laitiers présentent un bilan contrasté en cumul annuel. Si le lait conditionné affiche une bien modeste hausse de +0,1%, tandis que la crème présente une croissance de +4,1%, manifestement tirée par des exportations soutenues. Le reste des fabrications demeure sur une tendance baissière. Les poudres reculent assez fortement, de -6%, avec une diminution très accentuée en poudre maigre. En revanche, en poudre de lait infantile, la progression est positive, de +3%. Quant au beurre, produit dont la France est insuffisamment pourvue puisqu'elle importe beaucoup de matière grasse, le recul est de -1,2

### Fabrications françaises de produits laitiers à partir de lait de vache

	Septembre 2023	Cumul annuel 2023	
	Volumes (tonnes)	Volumes (tonnes)	Evolution 22/23 en %
<b>Lait conditionné</b>	206 419	2 095 351	+0,1
<b>Beurre</b>	23 283	261 618	-1,2
<b>Poudres de Lait</b>	29 280	349 298	-6,0
<b>Fromages et spécialités fromagères</b>	141 263	1 285 545	-0,4
<b>Crème</b>	41 162	398 162	+4,1

Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière / SSP

%. En fromages, la baisse n'est que de -0,4%. Ces données sont à combiner avec la morosité des achats des ménages de produits laitiers, notamment en fromages et en desserts lactés, qui incite les industriels à ralentir l'offre.

**Thierry POUCH (CDA France)**

## Volaille hier, lait demain : la France va-t-elle perdre son autosuffisance ?

La question de l'autonomie alimentaire, indissociable de celle de la souveraineté, a resurgi en France, dans un premier temps durant la crise sanitaire de 2020, puis, surtout, depuis la guerre en Ukraine. Elle a même dépassé le seul périmètre agricole, puisque l'énergie (pétrole et gaz), cas beaucoup plus préoccupant puisque l'économie française n'est quasiment pas autosuffisante, a occupé durant de longs mois le devant de la scène. Beaucoup de débats, de recommandations autour d'une notion d'autonomie parfois mal définie, ou, en tous les cas, sujette à des confusions sémantiques ou à des incohérences économiques et politiques. En quoi ce questionnement sur l'autonomie concerne-t-il le secteur laitier ? Avant de répondre à une telle question, rappelons quelques indicateurs fondamentaux.

### Un secteur laitier performant

A prendre les principaux indicateurs économiques du secteur laitier, on peut se demander pourquoi la question de l'élevage laitier est en France une source de préoccupation ? Car, a priori, rien ne laisse supposer que ce secteur est entré dans une période d'incertitudes. Lorsque l'on évoque la production laitière, apparaît immédiatement le rang qu'occupe la France dans la hiérarchie des Etats membres de l'UE. En termes de cheptel, la France se positionne au second rang, derrière l'Allemagne et devant la Pologne et l'Italie. Avec 3,2 millions de têtes, le cheptel laitier français permet une production de quelque 23 milliards de litres de lait, contre près de 32 en Allemagne. En découlent des productions laitières réalisées par des industriels, aboutissant en France à un chiffre d'affaires d'environ 40 milliards d'€.

Enfin, pour compléter ce panorama, rappelons que le secteur laitier dégage structurellement un excédent commercial de ses échanges avec l'UE et avec le reste du monde. Cet excédent est le troisième de la balance commerciale agroalimentaire de la France, avec une prédominance des produits fromagers. En 2022, les exportations de fromages ont atteint plus de 3 milliards d'€, largement devant les poudres de lait infantiles (926 millions) et de lait écrémé (802 millions) (source : douanes françaises). Les importations de fromages, qui ne cessent d'augmenter, ont franchi en 2021 le seuil des 2 milliards d'€, et se sont fixées en 2022 à 2,5 milliards, soit un excédent de + 1 milliard, en baisse de - 32 % par rapport à 2018. Tous produits laitiers confondus, le taux de couverture (ratio exportations/importations en pourcentage), s'élevait en 2022 à 151 %. Cela signifie que la France est non seulement autosuffisante en lait - à l'exception du beurre -, mais qu'elle est internationalement spécialisée en ce domaine.

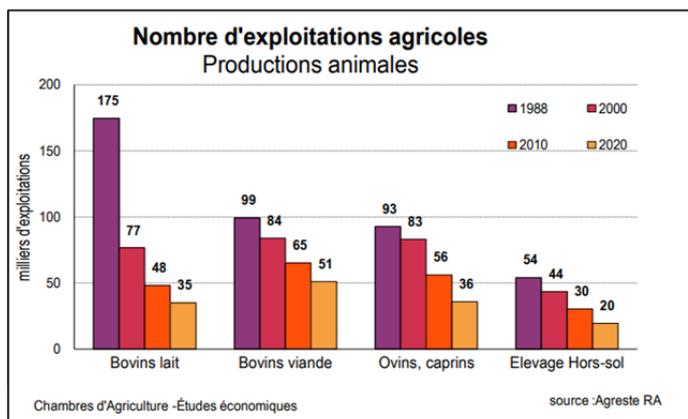
Ayant brièvement brossé, dans ses très grandes dimensions, ce tableau économique du secteur laitier en France, n'est-il pas paradoxal de mettre en débat la question de la perte de l'autonomie en lait du pays ? Le paradoxe n'en est par vraiment un car, aux indicateurs précédemment rappelés, on peut en présenter d'autres qui justifient l'interrogation, pour ne pas dire la préoccupation, désormais assez partagée, au sujet de l'avenir de l'élevage laitier dans l'hexagone, comme elle se pose d'ailleurs à l'ensemble des productions animales.

### Que se passe-t-il ?

La légitimité de la question a d'abord trait aux effectifs d'éleveurs laitiers. A observer les différents résultats des Recensements agricoles décennaux en France, il en ressort que le secteur laitier a payé un lourd tribut au processus d'érosion

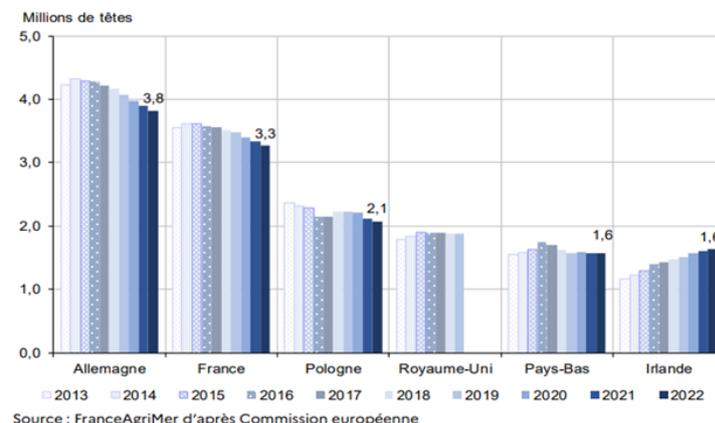
de la démographie des exploitations agricoles (graphique 1). Le décrochage quantitatif des exploitations en bovins lait est, depuis la fin des années 1980, abyssal. 140 000 exploitations ont en effet disparu depuis 1988, sans que les quotas laitiers n'aient pu ralentir en quoi que ce soit cette dynamique.

Graphique 1



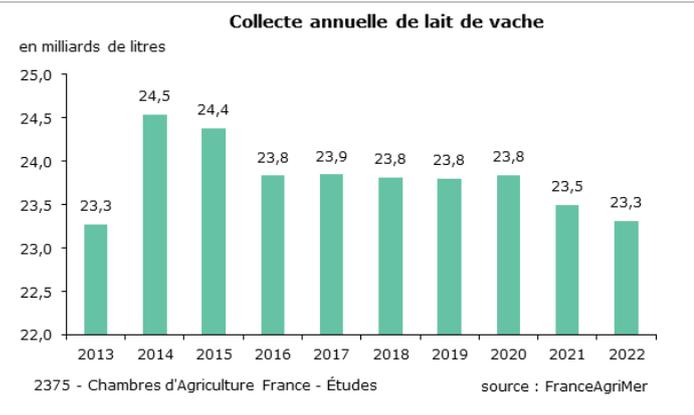
Deuxième indicateur conduisant à légitimer la question posée, celui du cheptel. Depuis près d'une décennie, le cheptel français de bovins lait - mais cela vaut aussi pour les bovins viande - ne cesse de diminuer, sans que cela ne soit une particularité nationale, puisque les autres pays européens sont concernés par cette tendance baissière (graphique 2). D'après l'enquête menée en 2021 à l'échelle européenne, le cheptel laitier s'est replié de 1,2 %. Mais c'est en Allemagne (- 2,3 %), en Pologne (- 4,3 %) et en France (- 2,5 %) que les diminutions sont les plus significatives, partiellement compensées par la hausse du cheptel irlandais et hongrois. C'est en Bretagne, en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie que le recul du cheptel est le plus profond, régions suivies par le Grand-Est et la Normandie. Bien que la baisse se poursuive en 2022, elle semble moins prononcée qu'un an plus tôt. Le mouvement de décapitalisation est par conséquent engagé en particulier en France, appelant à des investigations approfondies sur les facteurs qui en sont à l'origine : prix, concurrence, consommation de produits laitiers, organisation du travail, mutations sociologiques qui détournent les jeunes de l'installation, coût de la transmission, discrédit jeté sur l'élevage dans un contexte de dégradation du climat, épisodes de crises sanitaires (MHE tout récemment), évolution de la PAC...etc....

Graphique 2 : Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'UE



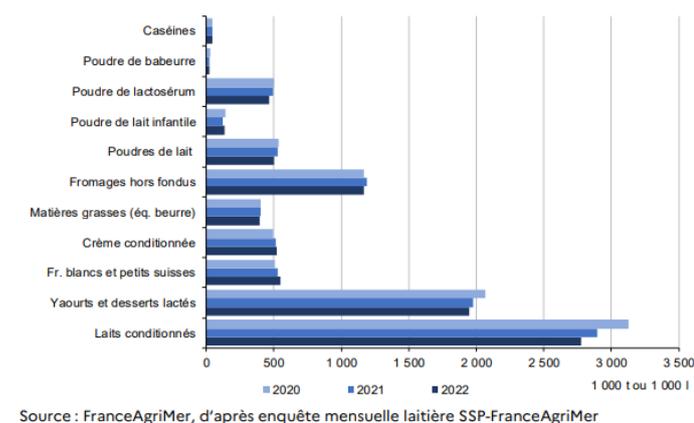
Erosion des effectifs d'éleveurs, baisse du cheptel de vaches laitières, deux indicateurs qui font lien avec la dynamique de la collecte laitière qui elle aussi connaît un repli régulier depuis 2014, à l'origine d'une contraction des volumes disponibles, même si la collecte s'était stabilisée entre 2016 et 2020, laissant croire que la tendance baissière s'interrompait (graphique 3). 2014 est une date intéressante et cruciale à retenir, puisque c'est une période de préparation à la sortie des quotas laitiers, sortie effective en 2015. Le graphique 2 révèle d'ailleurs que l'Irlande semble avoir été la grande bénéficiaire de cette sortie des quotas laitiers.

**Graphique 3**



Cette contraction des quantités de lait disponible a engendré un effet de rationnement pour les industries de la transformation. On observe ainsi une diminution de la fabrication des produits laitiers, en particulier en laits conditionnés, en yaourts et desserts lactés, en matières grasses, en poudre de lactosérum et en fromages hors fondus (graphique 4). En aval, la transformation est contrainte de restreindre ses productions. Et il est vrai que la diminution de la collecte et la décapitalisation portent un préjudice économique aux industriels de la transformation, puisque la fabrication de produits s'inscrit en baisse depuis 2018, à l'exception de la poudre de lait infantile. Les industriels pourraient être tentés par la fermeture de certaines unités de production, comme on peut le constater en Bretagne, ou bien par un recours à l'importation pour maintenir leurs activités de transformation. On remarquera au passage que, entre 2018 et 2022, les importations de lait et de produits laitiers sont passées de 4 à près de 6 milliards d'€, et que, sur un an, elles ont progressé de + 38,5 %. Les firmes de la transformation peuvent aussi prendre l'option de la délocalisation, pour s'implanter dans des pays de l'UE, et sécuriser leurs approvisionnements en lait, que ce soit en Pologne ou ailleurs.

**Graphique 4 : Fabrications de produits laitiers en France**



Deux conséquences en découlent. La première concerne les prix. Dans un contexte d'inflation et de reprise économique, c'est bien la raréfaction de l'offre qui a propulsé le prix du lait conventionnel à un niveau contrastant avec la période précédente, celle de la crise laitière consécutive de l'abrogation du dispositif d'encadrement des volumes (quotas laitiers 1984-2015). Il ne faut pas par ailleurs oublier que certains éleveurs décident de renoncer totalement ou partiellement, à l'élevage laitier, afin de consacrer une partie de leur activité à la culture de céréales, plus économe en temps et en organisation du travail, depuis 2021, plus rémunératrice, en dépit du net redressement du prix du lait en 2022, mais qui ne fait que compenser les années de prix bas, consécutives de la crise laitière des années 2015-2017.

## Dilution ou pas de l'auto-alimentation français en lait ?

Les rappels qui, pour bien connus qu'ils soient, méritaient d'être développés, suscitent un questionnement qui trouve son expression la plus aboutie dans le propos récemment formulé par le Directeur général de la Fédération des industries laitières, dans le quotidien Les Echos du 20 septembre dernier. François-Xavier Huart n'hésitait pas à prédire que, au regard de l'évolution des indicateurs laitiers, la France « perdrait sa souveraineté en 2027 ». A en juger par les données publiées par le CNIEL, et sur lesquelles se fondent sans doute le diagnostic de Monsieur Huart, la perspective n'est en effet pas réjouissante. Le taux d'autosuffisance, qui se situait aux alentours de 120 % à la sortie des quotas laitiers, n'est plus en 2023 que de 108 %. Selon la tendance calculée par le CNIEL, il pourrait être de seulement 100 % en 2027.

Le laps de temps qui nous sépare de cette sombre échéance est donc très court. La trajectoire qui se dessinerait en lait fait bien entendu écho à celle de la filière avicole. On sait en effet que la France, d'une position autosuffisante sur son marché intérieur et excédentaire en commerce extérieur à la fin de la décennie 1990, se trouve aujourd'hui dans un auto-alimentation affaibli (à hauteur de 81 %), une dépendance aux importations en hausse à hauteur de 50 %, et dans un déficit commercial.

L'intérêt du diagnostic établi par François-Xavier Huart réside toutefois dans les propositions et recommandations qu'il avance. Partons des deux indicateurs d'auto-alimentation, qui diminuent mais demeurent au-dessus de 100 %, et de dépendance aux importations, pour constater que, malgré les évolutions rappelées plus haut, la situation est certes préoccupante, mais moins alarmante qu'il n'y paraît, à l'exception des matières grasses comme le beurre. Sur ce registre des matières grasses, le taux d'auto-alimentation a déjà atteint le seuil d'équilibre, c'est-à-dire 100 %.

D'abord parce que l'élevage laitier dispose de ressources en fourrages, en espace, en prairies, et qu'il est en mesure d'apporter les matières organiques indispensables à l'entretien et à la préservation des sols. Ensuite, parce que la consommation mondiale de lait est appelée à s'accroître à l'horizon 2032, selon les projections de l'OCDE et de la FAO, offrant des perspectives d'écoulement des produits par la voie de l'exportation. Même en France, et malgré une inflation sur les produits laitiers supérieure à l'indice des prix de l'alimentation, la consommation se maintient. Il est donc logique de ramener cette consommation de lait (plus de 22 millions de tonnes), à la production disponible, la baisse de l'auto-alimentation ouvrant la voie aux importations pour répondre à la demande intérieure.

Par ailleurs, il est suggéré d'établir des comparaisons avec l'état de la concurrence sur le marché européen. On sait en

effet que des pays comme l'Irlande, qui détient pourtant les coûts de production parmi les plus faibles du monde, du fait de la prédominance du système herbager, a malgré cet avantage comparatif, pris la décision de réduire, étalé sur trois années, son cheptel de vaches d'environ 200 000 têtes. Quant aux Pays-Bas, qui, historiquement, avaient opté pour un modèle agricole très intensive, emprunte une trajectoire similaire à celle de l'Irlande. Il faut sans doute y voir la traduction d'une préoccupation environnementale, qui a conduit les Pays-Bas à déployer un P.S.N mettant l'accent sur la transition agro-écologique. Un marché sur lequel les productions laitières françaises peuvent combler des segments de marché laissés vacants par ces deux concurrents.

Enfin, si l'élevage de vaches laitières est aussi stigmatisé en France, comme dans d'autres pays, c'est en raison à la fois des émissions de G.E.S qui sont occasionnées par le méthane rejeté par les animaux, contribuant fortement est-il dit, au réchauffement climatique, de la problématique du bien-être animal, et enfin de la nécessité de réduire la consommation de produits issus de l'élevage laitier. Les innovations en matière de génétique, de bâtiment d'élevage, ou encore d'alimentation animale, dont la finalité serait de réduire les émissions de G.E.S, pourrait, tout en conservant la productivité par vache, pourraient ainsi, contribuer à préserver une offre nationale de lait et répondre à la demande intérieure des industriels de la transformation et des consommateurs et échapper ainsi au risque d'une érosion de l'indicateur d'autoapprovisionnement. Autrement dit, de repousser le spectre d'une perte de l'autonomie laitière en France.

Il n'en reste pas moins que le propos du Directeur général de la Fédération des industries laitières sonne juste. Il a le mérite d'alerter sur le risque probable de perte d'autonomie laitière, ce qui serait non seulement un choc pour un pays laitier comme la France, mais porterait un coup fatal à l'idée que l'on se fait de la souveraineté alimentaire. A rebours de la volaille, il s'agit dans le cas du lait, d'anticiper pour emprunter une trajectoire différente, celle de la régénération de l'élevage laitier. Le contexte s'y prête. Faute de quoi, le syndrome du poulet polonais, belge, allemand, ou ukrainien, guette le secteur laitier et, au-delà, la filière bovin viande. Et on sait qu'il est extrêmement long et coûteux, de relancer et de relocaliser une production.

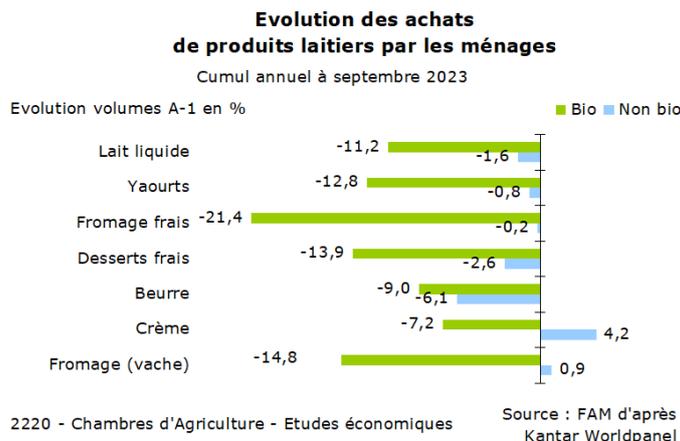
**Thierry Pouch (CDA France)**  
thierry.pouch@apca.chambagri.fr

## Consommation : du mieux en crème et fromages

Dans les rayons des GMS, les ventes aux rayon crèmerie en libre service se stabilisent, reculant de -1,1 % sur 10 mois par rapport à 2022 (données Circana).

Si la baisse de consommation semble s'enrayer, tous les produits laitiers n'en bénéficient pas de la même manière. La recombinaison de la consommation s'opère au profit de la crème (+4,2 % d'achats en volumes) et du fromage (pâtes pressées cuites notamment, fromages ingrédients). A l'inverse, lait liquide, desserts, et beurre, reculent dans les achats. Quant aux produits bio, la crise de déconsommation se poursuit.

**Marine RAFFRAY (CDA France)**

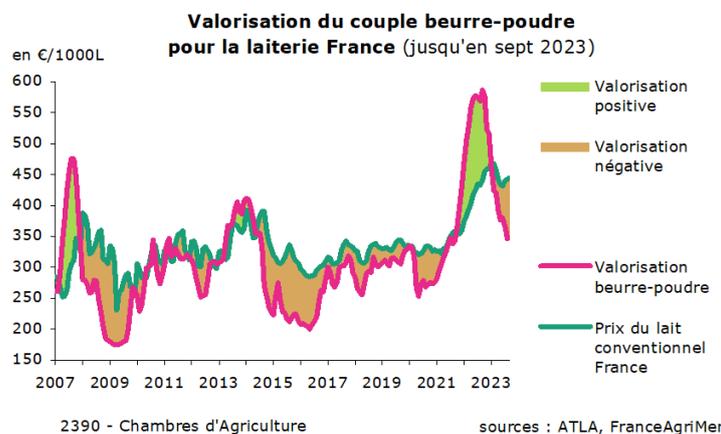


## Valorisation beurre-poudre

La valorisation du couple beurre-poudre vis-à-vis du prix du lait demeure dans le domaine négatif depuis janvier 2023 alors que les commodités sont retombées des sommets de prix atteints ces derniers mois et que le prix du lait\* se maintient à un haut niveau.

\*prix lait conventionnel toutes primes confondues, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32 g de MP).

**Marine RAFFRAY (CDA France)**



## Commerce extérieur : progression de l'excédent commercial

Sur les neuf premiers mois de l'année 2023, la France améliore sa balance commerciale de +9 % en valeur sur l'ensemble des produits laitiers, mais avec de fortes disparités.

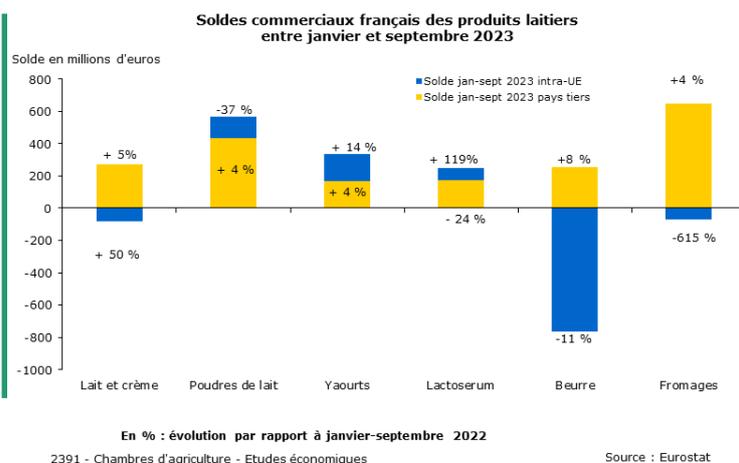
En lait et crème l'excédent augmente grâce à une diminution des importations en provenance de l'UE et à une progression des exportations intra et extra-UE. Notre excédent commercial est multiplié par deux sur un an.

Les exportations de caillés et yaourts progressent à la fois sur le marché européen (+19 %) et extra-UE (+7 %), suffisamment pour que le solde commercial français augmente malgré la hausse des importations.

Notre déficit commercial en beurre se trouve quelque peu amélioré par le recul des importations : -9 % depuis l'UE et -27 % hors UE.

En poudre, la progression des exportations vers les pays tiers (+3 % en valeur) ne permet pas de compenser le recul sur le marché communautaire (-18 %), amputant le solde commercial positif de 65 millions d'euros.

Les exportations françaises de lactosérum se situent sur une trajectoire baissière dans et en dehors de l'UE (-16 % et -22 % respectivement).



Pour les fromages, les exportations se sont montrées relativement stables en valeur, mais les importations en provenance des autres Etats membres ont progressé de +13 %.

**Marine RAFFRAY (CDA France)**

# ANNEXE—TABLEAU RÉGIONAL

	VOLUMES		PRIX			CHEPTEL	
	Livraisons de avril 2022 à mars 2023 (1000 l)	Part dans le total France (%)	Prix moyen de la campagne (moyenne avril 2022 à mars 2023 non pondérée) (€/1000l)	Prix du lait en mars 2023 (€/1000l)	Evo. du prix du lait mars 2023/mars 2022 (%)	Nombre de femelles de races laitières > 2 ans au 1er avril 2023 (milliers)	Evolution n / n-1 (%)
Auvergne-Rhône-Alpes	23 407 480	10,1	478,7	495,8	13,6	432	-3,3%
Bourgogne-Franche-Comté	16 225 870	7,0	536,7	553,9	15,3	252	-2,5%
Bretagne	52 757 460	22,7	443,9	456,6	15,8	701	-2,9%
Centre-Val De Loire	4 129 560	1,8	451,1	468,1	17,2	55	-3,5%
Corse						0	-5,0%
Grand-Est	22 598 740	9,7	450,1	463,1	15,3	314	-1,6%
Hauts-de-France	21 954 460	9,5	448,4	462,1	16,0	297	-0,2%
Ile-de-France	339 320	0,1	446,5	464,8	18,2	5	-9,1%
Normandie	38 409 590	16,6	445,4	457,7	15,4	567	-0,8%
Nouvelle-Aquitaine	8 922 110	3,8	447,4	469,0	21,1	143	-6,6%
Occitanie	6 044 560	2,6	444,3	466,2	15,9	107	-6,8%
Pays-de-la-Loire	37 019 860	16,0	448,0	461,9	15,6	496	-2,2%
Provence-Alpes-Cote d'Azur	162 660	0,1	438,5	448,0	10,3	7	-5,8%
D.O.M.							
<b>FRANCE</b>	<b>231 971 670</b>	<b>100</b>	<b>443,3</b>	<b>457,3</b>	<b>16,1</b>	<b>3376</b>	<b>-2,5%</b>

## Livraisons régionales

Les statistiques régionales et par bassin de l'Enquête Mensuelle Laitière sont désormais disponibles au format Excel sur le site de FranceAgriMer <http://www.franceagrimer.fr>, rubrique VisioNet, Séries chronologiques > productions animales > lait et produits laitiers > enquête mensuelle laitière > lait de vache

## Chambres d'agriculture France

9 avenue George V — 75 008 Paris  
Tél : 01 53 57 10 10  
Fax : 01 53 57 10 05  
E-mail : [accueil@apca.chambagri.fr](mailto:accueil@apca.chambagri.fr)  
Siret : 18007004700014

Directeur de la publication : Thierry Pouch

Mise en page : Marine Raffray

Ce travail est le résultat du chantier mutualisé "Lait" regroupant différents membres du réseau des Chambres d'Agriculture :

Olivier Carvin (CA Bretagne)  
Yolène Lavalade (CA Nord Pas de Calais)  
Marine Raffray (CDA France)  
Thierry Pouch (CDA France)

[www.chambres-agriculture.fr](http://www.chambres-agriculture.fr)



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR



Sources : pour les volumes : DRAAF d'après l'enquête mensuelle laitière ; pour le cheptel : BDNI, alimentée par les EdE - traitement Institut de l'Élevage ; pour les prix : sondage mensuel FranceAgriMer [Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG, 32g de MP)]. NB: Les livraisons correspondent aux quantités livrées par les producteurs de la région, quelle que soit la localisation géographique de l'établissement de collecte. \*\* y compris Limousin pour les prix.